

Juillet 2015
N°14



Tilila

LE MAGAZINE DU CONSEIL RÉGIONAL SOUSS MASSA DRÂA

5 ans au service d'un développement inclusif



Édito P.03

Interview P.04

*Interview avec Monsieur Brahim Hafidi,
Président du Conseil Régional Souss Massa Drâa*

Économie P.08

*Agriculture
Pêche
Tourisme
Industrie et Commerce*

Développement social P.10

*Éducation et Développement humain
Santé*

Habitat et réhabilitation urbaine P.12

*Infrastructure routière
Urbanisme*

Environnement P.14

*Eau
Énergies renouvelables*

Artisanat P.16

*Labellisation
Infrastructure
Formation*

Coopération P.18

Coopération décentralisée

Cinéma, sport & culture P.20

*Cinéma
Sport
Culture*



CONSEIL RÉGIONAL SMD

« *F*aire de la Région Souss Massa Drâa un vrai levier de développement national », tel était notre objectif lors de ce mandat de cinq ans au sein du Conseil Régional SMD, caractérisé par un travail persévérant, des projets structurants pionniers, tous secteurs confondus, d'investissement et d'implication des acteurs locaux de développement, garantissant le soutien d'une croissance forte et durable.

Aujourd'hui, c'est avec beaucoup de fierté que nous présentons un bilan global des plus positifs, dont la spécificité principale est sa diversité. En effet, la Région Souss Massa Drâa ne repose plus seulement sur les trois secteurs vitaux - agriculture, pêche et tourisme -, mais elle s'est dotée d'une offre diversifiée impliquant d'autres secteurs moteurs tels que l'artisanat et le cinéma.

L'Homme est et restera toujours au cœur de nos priorités, d'où la mise en place d'investissements importants visant l'amélioration de la vie quotidienne des citoyens concernant, notamment, le désenclavement, l'éducation, la santé, les services de base, l'habitat et la réhabilitation urbaine.

Dès lors, notre stratégie pendant ces cinq années, était, en somme, axée sur la consolidation de la position de pôle économique majeur de la région, le rattrapage sur les secteurs sociaux, le désenclavement et l'attractivité des villes et, enfin, la préservation du patrimoine culturel et naturel.

Bien évidemment, et tenant compte du chantier novateur qu'est la régionalisation avancée, notre territoire subira aujourd'hui des changements conséquents géographiquement et économiquement, dont le passage vers la Région Souss Massa regroupant les provinces suivantes: Agadir Ida-Outanane, Chtouka Ait Baha, Inezgane Ait Melloul, Taroudant, Tiznit et Tata. Ces dernières se verront attribuer de nouveaux programmes répondant à leurs spécificités tout en tenant compte de la complémentarité qu'elles se doivent de dégager, pour garantir le meilleur positionnement possible de la RSM au niveau national, étant donné la compétitivité serrée qui se tiendra entre toutes les régions du Royaume.

Brahim Hafidi

Président du Conseil Régional Souss Massa Drâa



LE BILAN DE MONSIEUR BRAHIM HAFIDI, PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL SOUSS MASSA DRAË 2009-2015

À l'heure des bilans et du nouveau découpage des régions, le Président du Conseil Régional du Souss Massa Draï, Monsieur Brahim Hafidi, s'exprime ouvertement pour Tilila, sur l'ensemble des réalisations et des interventions du Conseil Régional pendant son mandat de 2009 à 2015. Interview.

Dans votre stratégie globale, vous avez accordé beaucoup d'importance à trois points essentiels, à savoir le développement humain, la préservation des ressources naturelles et hydriques et le développement économique. Quels étaient donc les principaux engagements du Conseil Régional face à ces trois enjeux ?

BRAHIM HAFIDI :

Quand on a mis en place cette stratégie 2004-2009, la première stratégie de développement économique du Conseil, il s'est avéré que nous avons un retard concernant les indicateurs de développement humain. C'est pourquoi, au cours du dernier mandat, nous nous sommes engagés à nous intéresser à son amélioration. Nous avons constaté que la richesse de la Région était focalisée dans le Grand Agadir, soit 9% de la superficie de la Région Souss Massa Draï. Nous nous sommes donc attelés à créer de la richesse dans les zones de montagnes et dans les zones oasiennes qui étaient très en retard. Comme il fallait définir des priorités, nous avons attaqué le domaine social, surtout la santé, l'éducation et la lutte contre la pauvreté. La préservation de l'eau est une question primordiale dans notre Région. Je pense que notre Région est la seule qui a mis en place une stratégie dans la gestion des ressources hydriques. Dans notre démarche, nous avons tout d'abord rassemblé tous les acteurs utilisateurs de l'eau, essentiellement les grands agriculteurs et nous avons mis en place une convention cadre pour la gestion des ressources hydriques. Premièrement, nous avons décidé de limiter les superficies des plus grandes exploitations. Depuis 2008, nous n'appelons plus les investisseurs à développer de grandes fermes. Puis, nous nous sommes fixé comme objectif de passer de l'irrigation traditionnelle



à l'irrigation goutte-à-goutte sur 30 000 hectares entre 2008 et 2012. Objectif qui a été atteint. Nous avons aussi privilégié l'innovation. Aujourd'hui, avec l'association Agrotech, nous avons accompagné beaucoup de producteurs d'agrumes qui gèrent désormais leur irrigation par ordinateur. Du côté de Chtouka où se trouvent les cultures de serres, la nappe phréatique connaît un déficit de 60 millions de m³ annuels. Il a fallu agir pour empêcher la catastrophe de l'intrusion de l'eau marine. Aujourd'hui, le projet de station de dessalement d'eau pour l'agriculture, implanté à Tifnit, va précisément répondre à ce déficit et produire, à terme, près de 80 millions de m³ qui permettront de poursuivre et de pérenniser l'activité agricole. Cette alimentation en eau palliative permettra, notamment, de laisser la nappe phréatique stable et de permettre son renouvellement pour les générations à venir.

Par rapport à la répartition du budget de la Région, une grande part a été destinée au développement de l'infrastructure du transport avec 257 millions de DH.

Quels sont les principaux chantiers débloqués et quelle a été votre vision dans ce cadre ?

BRAHIM HAFIDI :

On ne peut pas parler de développement économique si on n'a pas de développement d'infrastructures. L'infrastructure routière vient en premier pour le désenclavement de la Région. Il y a, d'une part, le programme de routes stratégiques qui, aujourd'hui, sont toutes financées et réalisées : double-voie d'Agadir à Taroudant, élargissement de la route jusqu'à Ouarzazate et Zagora, et double-voie de l'aéroport jusqu'à Tiznit. Pour les projets hors budget tels que l'autoroute d'Agadir-Marrakech, nous avons fait du lobbying (2010). Nous avons aussi travaillé sur le désenclavement aérien, notamment pour finir l'aéroport de Zagora (tour de contrôle) en partenariat avec l'ONDA et nous avons créé et subventionné des lignes aériennes : Agadir-Ouarzazate que nous avons subventionnée une année avant de l'arrêter par manque de fréquentation ; puis, nous avons subventionné Casablanca-Ouarzazate et Casablanca-Zagora, lignes qui existent encore. Nous avons également suivi le désenclavement vers les Îles Canaries. Ces vols ont été mis en place avec la compagnie aérienne Binter Canarias sans subventions, mais ils faisaient partie du travail du Conseil Régional. À ce sujet, nous travaillons encore à l'ouverture et à la faisabilité d'une ligne maritime entre Agadir et Tenerife.

Outre ces routes stratégiques, nous avons également travaillé sur le projet PR2, un programme national de routes rurales dans lequel la Région a participé avec le Ministère de l'Équipement et les collectivités locales concernées. Nous avons ainsi contribué à quelques centaines de kilomètres par province et nous avons noué beaucoup de partenariats entre les associations locales et le Ministère de l'Équipement.



La Région est aussi un modèle en matière de mécanismes d'appui. Quelles sont les réalisations qui ont marqué votre mandat dans ce domaine ?

BRAHIM HAFIDI :

Dans ce cadre, ce sont d'abord les associations de professionnels que nous avons mises en place, et dont le rôle est la mise en oeuvre de la stratégie de la Région puisque, dans notre institution politique, nous n'avons pas suffisamment de ressources humaines pour maîtriser tous les domaines. Ces associations sont composées essentiellement d'acteurs du secteur. Pour l'agriculture, ce sont les associations de producteurs, les exportateurs, les administrations et offices... soit des groupements de ces acteurs avec l'Université. Nous leur donnons donc des missions pour la mise en oeuvre de notre stratégie telle que la gestion de l'eau et des produits du terroir par l'Agrotech. Dans le secteur de la pêche, nous avons Agadir Haliopôle, animé par des industriels de la transformation du poisson avec l'Université. Ce sont donc des pôles de compétitivité. Nous voudrions également créer des plateformes industrielles telles Haliopolis et l'Agropole qui vont démarrer bientôt. Notre but, dans ces zones industrielles, c'est de créer plus de valeur ajoutée en ne restant pas uniquement sur la production en frais, mais en allant vers la transformation en utilisant la science.

Au niveau du tourisme, nous avons deux structures, le CRT (Conseil Régional du Tourisme) et le RDTR (Réseau de Développement du Tourisme Rural). Ce dernier a abouti à de très bons résultats, que ce soit au niveau de la sensibilisation, de l'accompagnement, de la promotion et de la qualification.

Nous avons aussi une autre structure qui est l'Association pour la Culture. Nous l'avons mise en contact avec des partenaires étrangers qui savent gérer la culture. Un bon travail a été fait sur la stratégie, l'implication des différents acteurs, l'application de la charte de la culture au niveau de la Région, mais aujourd'hui, nous devons passer à une autre vitesse et à plus d'action.

Il existe aussi plusieurs mécanismes financiers. Il y a le Fonds Igrane, assez consistant, initié par la Région Souss Massa Draï au temps de M. Aziz Akhennouch (2005-2006) et que nous continuons à gérer. Le 2^{ème} fonds est celui de la micro-industrie touristique. C'est grâce à cela qu'ont été soutenus 70 projets de tourisme rural.

Le 3^{ème} fonds, c'est celui des Produits du Terroir à hauteur de 10 millions de DH et géré par l'Agrotech.

Le dernier est un fonds de 3 millions de DH pour l'industrie cinématographique à Ouarzazate, géré par SMD Initiative.

Face à l'ensemble des efforts déployés lors de votre mandat, et touchant quasiment tous les domaines, que pensez-vous du positionnement de la Région au niveau national et international ?

BRAHIM HAFIDI :

Pendant ce dernier mandat, notre Région a pu améliorer son infrastructure, son développement économique, ses indicateurs de développement humain, mais elle a connu une crise du tourisme, secteur très important, et également moins d'investissements publics. Aujourd'hui, avec le nouveau découpage national des Régions, nous sommes dans une autre configuration. Certaines régions sont devenues très grandes, avec des bipôles tels celui de Marrakech avec Safi, Jorf Lasfar et les richesses de l'OCP ; Casablanca couvre deux régions avec El Jadida et Settat ; Rabat est parti avec le Gharb, Kenitra et leur industrie, le Nord avec Al Hoceima et son industrie... Notre Région doit donc se repositionner avec un nouveau plan de développement. Peut-être ne devons-nous plus chercher un classement du PIB puisque nous sommes une région réduite en superficie et en population, mais nous devons chercher la performance, développer la branche du bien-être, le patrimoine immatériel, améliorer tous les indicateurs de qualité de vie.

À l'international, nous sommes une Région qui a développé beaucoup de coopérations décentralisées, notamment avec les Îles Canaries, une coopération stratégique et importante. Dans le cadre du dernier projet Poctefex, notre Région a bénéficié de 14 millions d'euros qui nous ont permis de procéder à plusieurs études techniques et économiques dont nous avons besoin dans le développement de la Région, de la Ville d'Agadir et des autres villes, des zones commerciales ouvertes, des différents aménagements comme celui du port, du tourisme, de l'innovation, de l'université. Nous avons aussi créé des liens institutionnels très forts avec les politiques et engagé beaucoup d'échanges entre les acteurs économiques. Nous avons travaillé sur les liaisons aériennes et actuellement sur le maritime. Nous avons aussi à apprendre en matière de benchmark puisque les Îles Canaries sont très proches de nous en matière de climat, de proximité géographique. Nous avons également travaillé avec la France. Nous avons trois collectivités : l'Aquitaine, pour tout ce qui concerne l'environnement, ce qui nous a permis de mettre en place l'observatoire de l'environnement avec un laboratoire qui permet de mesurer la qualité de l'air et dont le fonctionnement est assuré avec l'université. Avec le département de l'Hérault, nous avons travaillé sur l'eau, mais aussi sur le social, surtout

au niveau des provinces de Tineghir et Ouarzazate. Le département de l'Hérault a une plateforme humanitaire qui a contribué avec des ambulances, des équipements médicaux... Ils nous ont accompagné sur le développement de services de santé, notamment la santé du sport. Nous avons en effet financé un centre pour les sportifs du Hassania d'Agadir avec notamment comme partenaire l'Hérault. Nous avons aussi travaillé au développement du sport, en particulier sur la mise en place d'une académie de sport qui sera bientôt lancée, et à l'organisation du sport dans la Région d'une façon générale. Donc sport, santé et actions humanitaires, mais aussi tourisme rural avec l'Hérault puisqu'ils ont le centre des Gîtes de France avec qui travaille le RDTR. Ensemble, nous avons obtenu un financement de l'Union Européenne qui a permis de financer des actions d'encadrement et de commercialisation pour le RDTR.

Enfin, avec le département de l'Isère, nous avons également reçu un financement pour travailler essentiellement sur la culture. À Grenoble se trouve l'Agence pour la Culture Nationale de France. Des cadres compétents nous accompagnent donc sur des stratégies culturelles. Ils ont procédé à de nombreuses formations en faveur des personnes de notre association et des acteurs de la culture.

Enfin, nous avons eu, depuis le dernier mandat, une coopération Sud-Sud avec une région au Sénégal nommée Fatick. Nous avons également tissé des premiers contacts avec l'Amérique latine. J'ai eu le plaisir d'être nommé « Citoyen d'honneur de Quito ». Nous allons donc signer un accord avec une province avec qui nous allons entamer des échanges, car nous avons identifié des axes sur lesquels nous avons réciproquement à nous enseigner. L'Équateur est un pays moins développé que le Maroc, mais ils ont mis en place des outils très intéressants en matière de gouvernance. Ils ont aussi des choses à apprendre de nous en matière de programme d'irrigation. Avec les pays arabes, les choses sont différentes puisque cela ne rentre pas dans le cadre d'une coopération décentralisée. Retenons quand même le financement du CHU par le Fonds Saoudien. C'est un projet hautement structurant. Dans notre stratégie de la santé, notre priorité était, premièrement, l'accès aux soins dans les zones désenclavées avec des interventions de santé mobiles, deuxièmement la mise à niveau des hôpitaux, au moins provinciaux (70 millions de DH), et troisièmement, la création du CHU. Au même titre que l'autoroute, ce projet était hors budget et nous avons eu recours au lobbying. Le financement s'est présenté sous la forme du Fonds Saoudien dans le cadre des Fonds du Golfe.

Comment l'ensemble du bureau du Conseil Régional a-t-il collaboré avec vous pendant votre mandat ?

BRAHIM HAFIDI :

Lorsque nous avons présenté le bilan, tout le monde était satisfait. Nous étions liés par une stratégie et nous avons travaillé sereinement, équilibrant nos interventions entre les espaces, les secteurs... Nos élus ont vraiment vécu la Régionalisation avancée avant qu'elle ne soit effective. C'était un Conseil de consensus avec des membres de bureau responsables, dynamiques. Le bilan était positif. Les provinces qui nous ont quittés, l'ont vécu avec beaucoup d'émotions.

Quels sont les points que vous n'avez pas pu terminer et qui devraient être transmis au prochain Conseil ?

BRAHIM HAFIDI :

Il va falloir poursuivre les dossiers économiques : tout ce qui concerne la pêche, l'agriculture, l'Haliopolis, l'Agropole, l'infrastructure, etc. Il faut continuer à les viabiliser. Aujourd'hui, d'une façon générale, il faut revoir notre positionnement avec le nouveau découpage. Beaucoup de choses ont changé au Nord et au Sud ; il y a la politique du Maroc vers l'Afrique ; il y a la limite de nos secteurs traditionnels qui s'épuisent dans leur forme actuelle... Nous allons devoir réfléchir à des projets structurants industriels pour créer davantage de richesses ; il va falloir prendre au sérieux la question du tourisme pour corriger toutes les insuffisances et démarrer avec un projet ambitieux, en accueillant l'arrière-pays ; nous avons désormais Tata, nouvelle région qui nécessite une mise à niveau, mais qui est un vrai trésor de potentialités économiques, culturelles... Voici tout le challenge du prochain Conseil.



Quelques mots sur votre mandat ? Quel est votre sentiment aujourd'hui ?

BRAHIM HAFIDI :

Ma plus grande satisfaction, ce sont toutes les actions que nous avons menées en faveur des plus défavorisés, ainsi que ce que nous avons réalisé en termes d'infrastructures de routes. J'éprouve aussi une grande satisfaction à rencontrer des gens que nous avons accompagnés dans les zones rurales et qui ont aujourd'hui leur entreprise. Les actions en faveur de la pêche artisanale pour laquelle nous avons investi dans des tracteurs, des treuils... Ma plus grande satisfaction, c'est donc l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Du côté de mes regrets, il y a le secteur du tourisme qui connaît un frein. Il aurait fallu encourager les investissements et la situation serait différente.

Mais il n'est jamais trop tard pour y remédier et, dans l'ensemble, je fais le bilan d'un mandat où j'ai connu beaucoup de satisfactions avec les élus, avec le territoire qui était très grand avec des déséquilibres importants et peu de moyens pour y pallier. Je garde un excellent souvenir du dévouement des équipes, des membres de la Région qui, bien que peu nombreux, se sont montrés très engagés dans leur intervention. Je n'oublie pas non plus les gouverneurs de la Région qui sont restés dans la stratégie, à mobiliser les acteurs locaux et les administrations locales. Les budgets limités nous poussent, en effet, à rechercher un maximum de partenariats et c'est en cela que l'implication des autorités locales est très importante.

La lutte contre la pauvreté

Au cours de notre mandat au Conseil Régional, la lutte contre la pauvreté consistait à chercher comment créer des richesses en se basant sur les potentialités de la Région. Trois créneaux ont été identifiés :

- les produits du terroir avec toute une dynamique d'accompagnement de l'agriculture traditionnelle, des coopératives et des sociétés. Aujourd'hui, cette démarche est inscrite au niveau du Plan Maroc Vert.
- le tourisme rural avec l'accompagnement de 70 projets dans toutes les provinces. Mise en place du Réseau de Développement Touristique Rural (RDTR), programme de développement de la Micro Industrie Touristique de la région Souss Massa Draa. Chacun de ces projets est pourvoyeur d'une dizaine d'emplois.
- le développement des activités artisanales qui font vivre des familles, en particulier dans le monde rural. Les secteurs porteurs sont le tissage de tapis, la création de bijoux, la confection de babouches, d'articles en cuir... Ce secteur artisanal a été encouragé par la formation, l'encouragement aux entreprises, la promotion, la labellisation...

AGRICULTURE

L'agriculture a toujours été, au niveau de la Région SMD, un secteur pionnier. Étant la première zone primeuriste et agrumicole du Royaume, elle est dotée de 540 000 Ha cultivés et emploie plus de 70 000 ouvriers, d'où le fort intérêt octroyé à ce secteur considéré comme un vrai levier économique.

Dans sa stratégie, le Conseil Régional s'est concentré sur le développement d'une agriculture à forte valeur ajoutée suivant les principes du Plan Maroc Vert, ainsi que sur le soutien et le développement ciblés des acteurs les plus fragiles, tout en accélérant la mise en œuvre des grands projets structurants. Entre 2009 et 2015, ce secteur a enregistré une augmentation de 5 à 7% en termes de croissance du PIB, soit +11 millions de dirhams de bénéfices sur la base d'un budget global de 23.7 millions de dirhams.

Le Conseil Régional a aussi œuvré à réaliser diverses actions, telles la participation à l'élaboration de l'étude de faisabilité de l'Agropole pour 1,2 million de dirhams, la lutte contre la précarité des ouvriers agricoles, la labellisation des produits du terroir pour 3,5 millions de dirhams, dont 1,5 million de dirhams octroyés à l'Agrotech, la création du Fonds de développement et de valorisation des produits du terroir de 9 millions de dirhams, et la mise en place de subventions accordées à l'Agrotech de 7 millions de dirhams dont 2,5 millions de dirhams pour la mise en place de stations météorologiques.

En somme, en termes d'agriculture, le Conseil Régional SMD a réalisé, respectivement, au niveau du Plan Agricole Régional, piliers I et II, 54% et 77% des projets prévus, avec un objectif d'investissement de 4.9 millions de dirhams et 1.54 milliard de dirhams en 2014. Il a aussi amélioré significativement la visibilité au niveau local, national et international de 6 produits de terroir, à savoir les filières oliviers, amandiers, cactus, palmiers-dattiers, safran, apiculture et viandes rouges.



PÊCHE

La pêche, autre secteur pionnier de la Région Sous Massa Draâ, est classée 1^{ère} en termes de débarquement en valeur et 3^{ème} en volume. Avec ses deux grands ports de pêche à Agadir et Sidi Ifni, tous deux remis à niveau, ce secteur enregistre 90 000 tonnes de produits de la mer et emploie plus de 15 000 personnes à travers ses 246 unités côtières, 216 unités hauturières et 1 160 unités de pêche artisanale. Il engendre donc un PIB de 1.8 MMDH, soit 6% du PIB régional.

Auparavant, les actions du Conseil Régional SMD envers le secteur pêche étaient moindres. Ses principales orientations se résument dans la sécurisation de l'approvisionnement, la mise à niveau et/ou le développement d'infrastructures compétitives, et enfin, l'approfondissement des grands chantiers transversaux.

Grâce à une enveloppe budgétaire de 41 millions de dirhams, le Conseil Régional a pu décliner ces axes en actions concrètes. En effet, 7 points de débarquement aménagés (PDA) ont été équipés en tracteurs-élévateurs pour les barques de pêcheurs artisanaux avec un budget de 2 MDH. Haliopolis, commercialisé en totalité sur 75 Ha, a été mis en place avec un investissement de 10 MDH dans le capital, et de 25 MDH dans l'hors site, soit un budget total de 35 MDH. Enfin, une enveloppe budgétaire de 4 MDH a été consacrée à l'accompagnement de l'association Haliopôle.

Le Conseil Régional s'est aussi intéressé à la sécurisation de l'approvisionnement via, entre autres, un programme d'évaluation précise et réaliste des ressources halieutiques sur l'ensemble des espèces, la facilitation de l'accès au sourcing international et l'accélération du programme de modernisation de la flotte. Il a aussi œuvré au développement d'une infrastructure compétitive et à l'approfondissement de grands chantiers transversaux à travers l'encouragement au regroupement des acteurs avec le développement de formations professionnelles, tout en affinant le concept d'opérationnalisation rapide du projet Haliopolis. À noter que le début des premiers travaux de valorisation par les premiers industriels a eu lieu en mai 2015.

TOURISME

À l'instar de son offre classique, la Région Sous Massa Draâ s'est vue consolider son offre touristique à travers le renforcement du balnéaire et du tourisme rural. Avec un flux de 1,2 million de touristes et plus de 5 millions de nuitées par an, la Région SMD s'est forgée une image de destination touristique de renom, caractérisée par son tourisme balnéaire. Le Conseil Régional a donc entamé divers projets porteurs dans le but d'augmenter sa capacité litère de 26%.

Avec une enveloppe budgétaire de 34,3 MDH allouée au secteur dans le cadre de la vision 2020, plusieurs actions concrètes, ont été réalisées:

- **Élaboration de l'étude d'un espace récréatif à Agadir (parc de crocodiles) pour 0,5 MDH**
- **Aménagement de la grotte Wintimdiouine pour 2,5 MDH dont 1,5 MDH pour l'élaboration de 3 études de faisabilité pour l'aménagement de la grotte et 1 MDH pour la participation à l'aménagement de la grotte.**
- **Création de la maison du PAT (Pays d'Accueil Touristique) de Chtouka Aït Baha pour MDH.**
- **Mise en place d'un centre de loisirs et de sport de tir à Ouled Teïma pour 2 MDH.**
- **Accompagnement au développement et à la valorisation de 2 musées thématiques à Ouarzazate pour 5 MDH dont 3 MDH pour le musée des dinosaures et 2 MDH pour le musée de la roche.**
- **Accompagnement des conseils provinciaux de Zagora, Ouarzazate, Chtouka Aït Baha, Sidi Ifni et Tiznit pour 7,8 MDH.**
- **Accompagnement du Conseil Régional du Tourisme pour la promotion de la Ville d'Agadir pour 10 MDH.**
- **Appui au Réseau de Développement du Tourisme Rural (RDTR) pour 1,5 MDH.**

Dans son orientation globale, le Conseil Régional s'est investi tout d'abord dans l'accélération de l'investissement et la diversification des produits (offre balnéaire intelligente, stations balnéaires Taghazout, Aghroud, Tiznit..., développement de l'équipement de loisirs et d'un tourisme de santé...). Ensuite, une grande importance a été allouée à l'amélioration de la distribution et à la promotion de la destination au niveau national et international, à travers, par exemple, le développement de connectivité aérienne avec Las Palmas et également entre Casablanca et l'arrière-pays de la région, l'initiation de nouveaux accords avec de nouveaux TO et agences de voyage spécialisées, le développement d'une marque propre et d'outils institutionnels pour une promotion ciblée à valeur pertinente... Le tourisme rural est aussi au cœur des préoccupations du Conseil Régional qui était aussi derrière la création du Réseau de Développement du Tourisme Rural (RDTR) en 2011, pour donner une impulsion à l'arrière-pays et à ses potentialités.

Une grande importance a été allouée à l'amélioration de la distribution et à la promotion de la destination au niveau national et international, à travers le développement de la connectivité aérienne avec Las Palmas et également entre Casablanca et l'arrière-pays de la région



INDUSTRIE & COMMERCE

La Région Sous Massa Draâ a toujours Lérogé le commerce et l'industrie au cœur des priorités de son développement. En effet, grâce à son tissu industriel concentré au niveau des préfectures Agadir Ida Outanane, Inezgane Aït Melloul et Tiznit, l'industrie a connu une augmentation de valeur ajoutée de +16%, de chiffre d'affaires de +18%, de production de +13% et d'emploi de +18%. Quant au commerce, et grâce au plan Rawaj, 3 090 points de vente ont été modernisés, soit 13,7% au niveau national.

Pour arriver à ces résultats, la Région a réhabilité les zones industrielles de Ouarzazate, Aït Melloul et Tassila, et a participé à la construction d'un guichet unique dans cette dernière. Elle a aussi pris part à la construction d'un centre multidisciplinaire pour l'accompagnement des entreprises, à travers la mise en place de show-rooms, salles de formation, mise à disposition de bureaux... Le tout pour un budget global de 21 MDH.

D'autant plus que le Conseil Régional a lancé deux zones industrielles intégrées de deuxième génération dans le cadre du développement des zones industrielles. Sa stratégie était aussi axée sur le renforcement des pôles de services, qui s'est concrétisée par la mise en place d'une zone dédiée à l'offshoring anglophone et germanophone, spécialisée dans le secteur touristique. Quant au développement du commerce et de la distribution, il s'est décliné en la participation au développement d'un marché de gros de portée régionale et d'abattoirs, ainsi qu'à la préservation et à la modernisation des souks, notamment dans les zones les plus reculées.

ÉDUCATION ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Soucieux de l'avenir de ses citoyens et conscient du fait que l'éducation et le développement humain sont à la base de tout épanouissement personnel, le Conseil Régional s'est entièrement consacré au renforcement de ces deux secteurs sociaux clés.

Concrètement, entre 2009 et 2015, 190 établissements tous niveaux confondus ont été créés, 69 nouvelles écoles dont 7 communautaires, et 7 sous forme de rassemblement de plusieurs écoles. Le tout élevant le taux net de scolarisation à près de 96% contre 92% en 2005. Le taux d'abandon a, quant à lui, diminué de 63%, alors que le collégial a bénéficié de deux programmes débouchant sur la construction de 39 collèges dans le cadre du Projet de Développement des Études Secondaires Collégiales en Milieu Rural et 31 autres dans le cadre du plan d'urgence. Le taux net de scolarisation collégiale est donc passé de 75% en 2005 à 87% en 2013. Quant aux lycées, 43 ont été construits, améliorant le taux de scolarisation à hauteur de 40%.

L'offre universitaire a aussi connu de grands chantiers novateurs. Du côté du public, l'Université Ibn Zohr s'est dotée de cinq nouveaux établissements dont une faculté polydisciplinaire à Ouarzazate et une seconde à Taroudannt désormais en activité, une faculté de médecine encore en chantier, ainsi que de nouveaux complexes universitaires et annexes permettant de renforcer la forte demande en cours.

De nouvelles filières ont aussi vu le jour, relevant notamment de l'agroalimentaire, du cinéma, de l'audiovisuel et des énergies renouvelables. L'Université Ibn Zohr compte plus de 95 000 étudiants en 2014, soit une augmentation de +157% par rapport à 2008. Les études universitaires privées ont aussi considérablement renforcé l'offre grâce au campus d'Univerciapolis d'Agadir.



ÉDUCATION :

- Achat de 18 bus pour le transport scolaire pour 8 MDhs
- Acquisition de 3 000 motos pour 1 MDhs
- Equipement de 14 écoles communautaires pour 5 MDhs
- Equipement de l'académie des langues pour 1 MDhs
- Accompagnement à la mise en place d'internats dans toutes les provinces pour 6 MDhs



SANTÉ

- Mise en place du SAMU pour un budget global de 5,6 MDH dont 2 MDH pour l'acquisition de 7 ambulances, 3 MDH pour l'achat de 9 unités mobiles et 0,6 MDH pour l'acquisition d'une unité mobile pour la santé reproductive
- Contribution à la réalisation de 5 centres de dialyse pour un montant total de 5 MDH
- Achat de kits de dialyse pour 9 MDH et achat de médicaments en oncologie pour 3 MDH
- Mise à niveau des hôpitaux à travers l'acquisition d'équipements médicaux pour 6 MDH
- Lancement d'un appel d'offres pour l'acquisition de 10 échographes mobiles pour 3 MDH et participation à l'achat d'un scanner à Tiznit pour 1 MDH
- Equipement du centre médico-sportif pour 1 MDH
- Convention avec le Ministère de la Santé pour la mise à niveau des hôpitaux provinciaux à hauteur de 35 MDH



ŒUVRES SOCIALES :

- Réalisation d'une étude relative au Plan de développement de l'économie sociale dans la région, en partenariat avec le ministère de tutelle et l'INDH, avec une contribution du CR d'environ 0.8 MDH
- Subvention de projets présentés par 41 associations œuvrant dans le domaine social d'une valeur de 1.1 MDH
- Construction de l'extension du centre d'accueil de l'étudiante (2 bâtiments) pour 9 MDH
- Subvention de Dar Taleb, à destination de 300 associations, pour un budget de 6 MDH
- Equipement de 188 Dar Taleb, réhabilitation et construction de 27 Dar Taleb pour un montant global de 10,6 MDH
- Equipement de 80 écoles coraniques pour 3 MDH
- Formation des syndicats et travailleurs pour 2,5 MDH
- Formation des gestionnaires des Dar Taleb pour 0,5 MDH
- Acquisition de chaises roulantes pour personnes handicapées pour 0.3 MDH.



INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE

Dans le but de lutter contre le désenclavement des populations et d'activer le développement socio-économique, un travail remarquable en termes d'infrastructures du transport a été mené au niveau de la Région SMD. En effet, le temps d'accès aux principales villes périphériques a été considérablement diminué grâce à la mise en place de l'autoroute Agadir-Marrakech, la création de la voie express entre Agadir et Sidi Bibi et l'élargissement des axes stratégiques en direction de Tiznit, Ouarzazate et Zagora. Il s'agit donc de 10% du réseau routier allongé, soit 8 000 km entre 2004 et 2012, dont 300 km de route entrent dans le cadre d'un partenariat entre le Conseil Régional et le Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique. Le développement du réseau routier rural était aussi d'actualité. Ce sont 1 800 km de routes rurales développées dans le cadre du Programme National de Routes Rurales II (PNRR II) lancé en 2005.

Au sein de la stratégie régionale figurait aussi l'amélioration de la connectivité aérienne sur l'arrière-pays. Une étude des possibilités d'amélioration de la desserte aérienne de Ouarzazate a permis de lancer, en 2010, une ligne Agadir-Ouarzazate qui a été supprimée par la suite en raison d'une faible demande. Il en a aussi découlé la mise en place de la ligne Casablanca-Ouarzazate-Zagora à une fréquence de 5 vols/semaine vers Ouarzazate avec un taux de remplissage de 50%. L'étude des possibilités d'une desserte internationale ou nationale de Zagora sur des bases solides a, quant à elle, permis l'extension de l'aéroport de Zagora qui accueille désormais des vols nationaux ainsi que la mise en place de la ligne Casablanca-Ouarzazate-Zagora à raison de 2 vols par semaine vers Zagora, avec 20% de remplissage.

Du côté du transport maritime, l'optimisation du port d'Agadir a engendré le lancement des projets d'extension de la capacité du port, notamment celle du quai Nord dont les travaux ont été finalisés à 95%, ainsi que l'implémentation de la réforme portuaire. Les investissements globaux menés pour le renforcement de l'infrastructure de transport sont à hauteur de 257 millions de Dirhams, dont 6,8 réservés à l'aérien et le reste au développement routier.

URBANISME

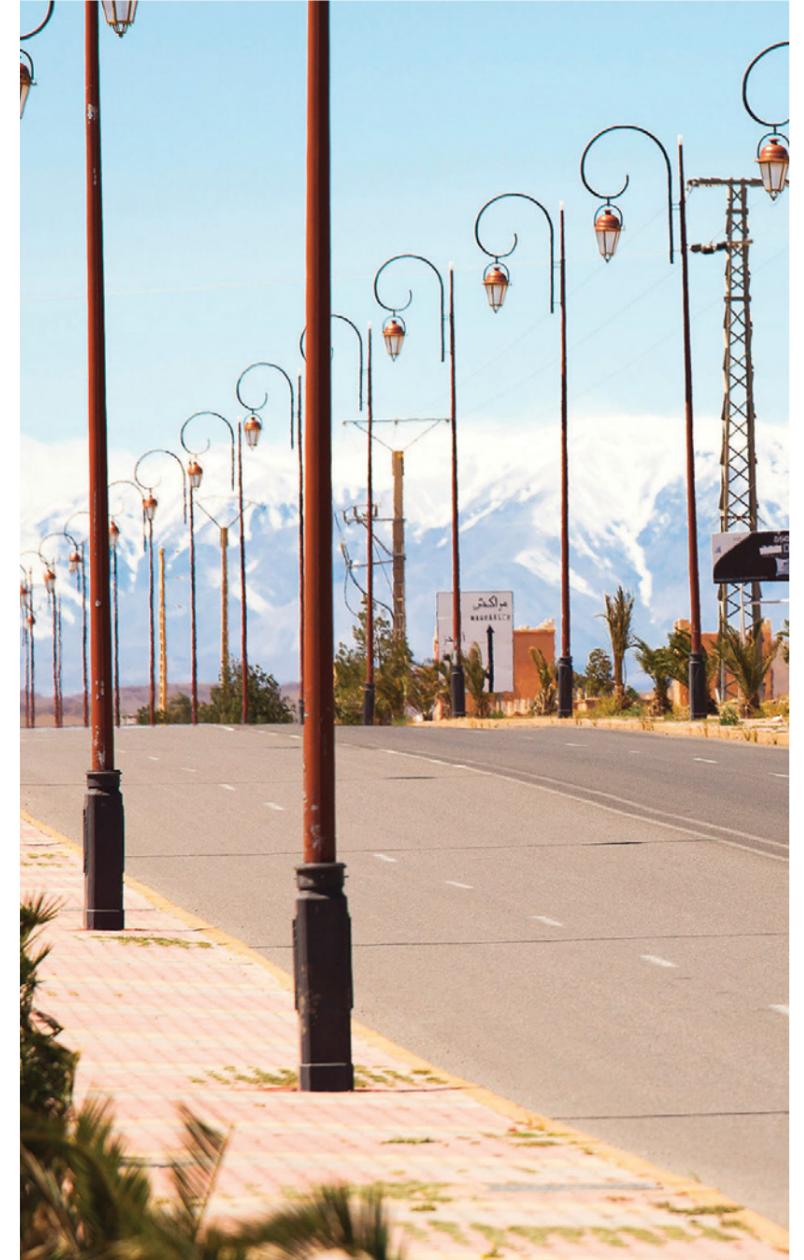
La Région Sousss Massa Drâa connaît un taux d'accroissement urbain avoisinant les 3% par an contre 1,8% au niveau national. Dans ce contexte d'urbanisation rapide, le Conseil Régional a mis en place divers programmes en partenariat avec le Ministère de tutelle, Al Omrane et l'Agence Urbaine permettant d'accompagner cette évolution et ainsi, de développer des villes modernes équipées de logements décentes. Sa stratégie reposait principalement sur la mise en place du plan d'aménagement du Grand Agadir et du programme de mise à niveau et d'amélioration de l'attractivité des villes intermédiaires.

Pour répondre à une demande croissante en matière d'habitat, le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'Espace, ainsi que d'autres opérateurs sont intervenus et ont permis de construire 60 419 unités de logement dans la région, entre 2005 et 2014, pour un budget de 4 milliards de dirhams. Le programme de logements sociaux, quant à lui, a connu la construction de près de 18 000 logements, auxquels s'ajouteront plus de 18 700 autres encore en chantier. Aussi, dans le cadre du Programme éponyme, 16 495 ménages ont été relogés et 15 245 baraques détruites au niveau d'Agadir, Sidi Ifni et Aït Amira, permettant de les déclarer « Villes Sans Bidonvilles » en 2008. Entre 2010 et 2015, 37,6 millions de dirhams ont été réservés à la mise à niveau des centres ruraux et des villes, intégrant l'aménagement



des entrées des centres, la construction d'un parc de loisirs à Tinghir, la réhabilitation des jardins publics, l'éclairage public des centres de Tiznit, Sidi Ifni, Inezgane Aït Melloul, Agadir Ida-Outanane, Agadir Al Massira, l'aménagement des souks de Tinghir et de Chtouka Aït Baha, et l'aménagement des places publiques.

Ces investissements ont eu lieu sur la base de dossiers d'actions spécifiques et stratégiques. En effet, le Conseil Régional a commencé par l'élaboration d'un concept urbain clair permettant de développer l'habitat et d'améliorer le cadre de vie des citoyens. Ceci a engendré le lancement d'un programme de rénovation des façades existantes sur la base de nouvelles identités visuelles, la libération du foncier, la création de nouveaux quartiers et le développement d'une nouvelle offre d'équipements complète. Ensuite vient la mise en place de services publics adéquats et la mise à niveau des infrastructures de transport terrestre, d'où la mise en place de solutions intégrées pour l'accès aux centres estivaux (plages vers Imessouane), la réévaluation de la stratégie globale de « mas transit », l'élargissement des routes entre Agadir et ses périphériques, la réservation du foncier nécessaire pour la réalisation de plateformes logistiques.



EAU

Souss Massa Drâa est une région agricole par excellence. Elle consomme environ 97% des ressources hydriques disponibles et elle doit répondre aux besoins de sa population en eau potable tout en garantissant l'accès aux eaux conventionnelles et non conventionnelles, ce qui lui rend la tâche très difficile.

Pour y remédier, le Conseil Régional SMD a réservé une enveloppe de 21,7 millions de dirhams, destinée à diverses actions concrètes telles que la réalisation de sept sondages de reconnaissance dans les provinces de Taroudant et de Chtouka, la formation et sensibilisation des petits exploitants, l'accompagnement d'opérations d'adduction en eau potable et la réalisation d'études d'assainissement liquide dans 18 centres ruraux émergents, financés grâce à une subvention de la Direction Générale des Collectivités Locales.

De par son engagement dans la politique de l'eau, le Conseil Régional a investi dans la préservation des ressources hydriques conventionnelles tout en accélérant le développement et l'exploration des sources alternatives. Il a aussi œuvré à optimiser la demande par la formation et la sensibilisation des petits exploitants sur l'optimisation de la consommation en eau, pour accélérer la conversion au goutte-à-goutte.

Parmi ses priorités figure aussi le positionnement de SM comme région pilote pour un modèle de gestion optimisé, à travers l'évaluation de l'opportunité de privatisation de l'ORMVA ainsi que l'appui au développement de nouvelles technologies comme les serres nouvelle génération...



ENERGIES RENOUVELABLES

Le Conseil Régional Souss Massa Drâa a connu une transition exceptionnelle vers les énergies renouvelables à travers le projet emblématique de la Centrale solaire Noor à Ouarzazate qui permettra la production de 160MW.

Il a aussi accompagné les projets déjà existants et qui concernent l'énergie renouvelable et l'efficacité à l'instar de la STEP Abdelmoumen à Taroudannt. Il a aussi porté un appui au développement de 20 micro-entreprises au service énergétique de proximité dites «maisons énergies», ainsi que la mise à niveau énergétique de 10 Hammams publics en les équipant en chaudières améliorées.

Du côté de l'éolien, deux stations de mesure de vent sont programmées et un projet de couplage de la production de l'éolienne avec le pompage de l'eau est prévu dans la province de Taroudannt. La commune d'Agadir pilotera également le projet Jiha Tinou qui vise à maîtriser l'énergie au niveau local tout en valorisant les ressources énergétiques locales.

La Région Souss Massa Drâa a adhéré à la volonté du Royaume liée à l'optimisation énergétique et à la réduction de la consommation en électricité. En effet, depuis 2008, période de mise en place de la stratégie, la Région a mis en place plusieurs actions déclinées pour anticiper une demande croissante en électricité et ainsi sauver une ressource vitale en dégradation, protéger le pouvoir d'achat du citoyen en compensant les exportations d'énergie.



NOOR 1 LA PLUS GRANDE CENTRALE SOLAIRE AU MONDE



NOOR, pilier de la stratégie énergétique marocaine, vise le développement d'une capacité minimale de 2000 MW d'ici 2020 à travers des projets solaires d'envergure répartis sur les sites présentant les caractéristiques les plus adaptées.

Il s'agit donc d'une centrale solaire thermodynamique en construction près de Ouarzazate, dont le premier volet Noor I sera inauguré en Février prochain.

Noor 1 nécessitera près de 8 milliards de dirhams d'investissements (730 millions d'euros) et produira 160 MW d'énergie électrique. Près de 2 000 personnes sont mobilisées pour sa construction, dont 1 800 Marocains.

Le parc Noor I de Ouarzazate n'est que la première étape d'un vaste programme d'énergie renouvelable qui vise la production à l'horizon 2030 de la moitié des besoins énergétiques du Maroc par le solaire, mais aussi l'éolien, l'hydro-électrique et le GNL (gaz naturel liquéfié).

Véritable indicateur de la richesse culturelle, l'artisanat a toujours contribué significativement au rayonnement national et international de la Région Souss Massa Drâa. En effet, les bijoux de Tiznit, la poterie de Tamegroute, les babouches de Tafraout et le tapis de Taznakht sont tous autant de produits emblématiques dont dispose la région et qui contribuent au renforcement de son tissu productif.

Pour permettre à ce secteur qui compte aujourd'hui 14 000 unités artisanales et emploie plus de 80 000 artisans, de gagner davantage en visibilité, le Conseil Régional SMD s'est engagé à garantir la montée en gamme dans la conception des produits artisanaux. Le Conseil Régional a investi plus de 37 MDH dans les projets d'investissement inscrit dans le cadre du Plan de Développement Régional de l'Artisanat. En effet, plus de 20 associations et coopératives ont bénéficié de la modernisation de leurs techniques de production et de l'introduction de procédés innovants à travers quatre principaux axes :

- La création d'un pôle de production en faveur des produits locaux,
- Le renforcement de la chaîne commerciale,
- La valorisation des produits locaux,
- La consolidation de la formation professionnelle.

Les principales actions qui se sont déclinées autour de cette stratégie étaient tout d'abord la création et la réhabilitation de cinq ensembles artisanaux à Zagora, Tinghir, Taroudant, Tiznit, et Agadir. Vient ensuite la réhabilitation du village artisanal de Tamegrout, la création de Dar Sannaâ de Oulad Teima, l'achat de fours, produits et équipements des coopératives artisanales tout en assurant leurs formations, la labellisation des produits artisanaux et enfin, la mise en place de la foire régionale de l'artisanat. Le tout a coûté 19,2 millions de dirhams.

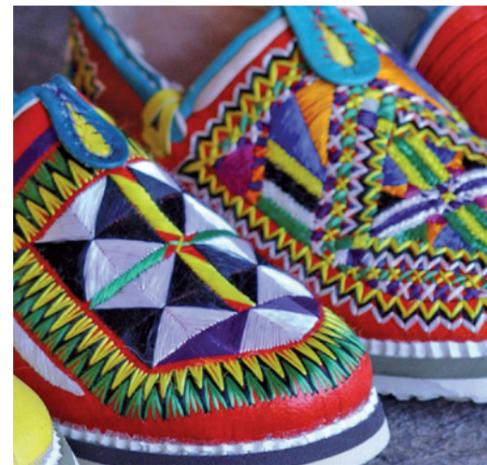
En d'autres termes, le Conseil Régional a porté une attention particulière au développement du secteur artisanal, tenant compte de ses spécificités locales, grâce à une stratégie globale allant de la conception du produit jusqu'à sa promotion au niveau national et international, en passant par sa protection, sa production et son accès au marché.



LABELISATION

Dans l'optique de valoriser les produits artisanaux emblématiques de la région, le Conseil Régional, en partenariat avec le ministère de tutelle, a initié un processus de labellisation de ces derniers. Cette labellisation sera garante de la qualité des produits réalisés sur la base de normes officielles de qualité, et récompensera les artisans qui se conforment à ces normes pour répondre aux exigences du consommateur. Quatre labels sont donc opérationnels au niveau régional, à savoir :

- Le label «El Madmoun» pour la poterie,
- Le label «Idoukan Oudrar» pour les babouches en cuir,
- Le label «Tazerzit» pour les bijoux en argent de Tiznit,
- Le label «Ouaouzguite» pour le tapis de Tazenakht.



INFRASTRUCTURE

Le Conseil Régional a œuvré pour renforcer l'infrastructure du secteur artisanal, à travers la réhabilitation et la construction de huit ensembles artisanaux (Agadir, Tiznit, Taroudant, Ouarzazate, Tinghir, Tazenakht, Zagora et Kelâat M'Gouna), la construction de treize Dar Sanâa (maison de l'artisan) et de deux centres d'appui technique.

Les ensembles artisanaux sont dotés d'ateliers de production, de salles de formation, de salles de réunion, de locaux affectés aux coopératives et associations ainsi que de bureaux administratifs. Les Dar Sanâa quant à elles représentent des espaces équipés et aménagés mis à disposition des artisans pour créer, exposer et vendre leur production.

Les centres d'appui technique ont été constitués sous forme d'unités d'assistance qui regroupent du matériel technique moderne et complet, mis à disposition des artisans pour une filière artisanale.

FORMATION

Le volet formation a aussi fait partie intégrante des actions du Conseil Régional. Il a ainsi été actif dans :

- L'accompagnement des mono-artisans à la création de leurs PME, à travers l'organisation d'une caravane régionale qui a également permis la formation de plus de 2300 artisans, sur la base d'un programme qui a porté sur des thématiques en adéquation avec le besoin du marché telle que le design, l'hygiène, la sécurité du consommateur, la certification, la commercialisation des produits...
- L'équipement des artisans en matériel technique leur permettant de s'aligner aux normes de sécurité et de qualité internationales,
- L'élaboration d'une charte qualité et de labels visant à rehausser la qualité et à répondre aux exigences des consommateurs.

À noter que trois principales filières distinctes ont été touchées par cet accompagnement, à savoir : le cuir pour la fabrication de babouches et de sandales, la poterie et la ferronnerie.



COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

La Région Souss Massa Drâa a adopté une stratégie d'ouverture internationale pour une coopération décentralisée dans le but de rapprocher les territoires et de développer plusieurs secteurs avec les Îles Canaries, la France et le Sénégal – dans le cadre d'une coopération Sud-Sud –, l'Union Européenne et la coopération Suisse.

1 – COOPÉRATION SMD – ÎLES CANARIES

La coopération avec les Îles Canaries s'inscrit dans le cadre de la convention cadre de partenariat signée en 2008, les projets de coopération ont été financés grâce au programme opérationnel de coopération transfrontalière Espagne – Frontières extérieures – POCTEFEX. La deuxième phase du projet POCTEFEX II, menée entre 2012 et 2013, a porté sur les projets suivants :

- **Projet Climatique** : lutte contre les effets du changement climatique dans l'espace transfrontalier
- **Projet Naucam** : promotion des activités et sports nautiques
- **Projet Upinnova** : promotion de l'innovation et de la recherche & développement
- **Projet Cartograf Morocco** : production de l'information territoriale du littoral du SMD
- **Projet Adecot Plus** : dynamisation des PME dans les domaines du commerce et du tourisme
- **Projet Aquatrans** : coopération transfrontalière pour le développement durable de l'aquaculture
- **Projet Omarcost** : stratégie de développement durable du littoral transfrontalier
- **Projet Palmera** : coopération autour de la lutte contre les maladies et fléaux menaçant le palmier
- **Projet Portvert** : plateforme de développement des ports verts Maroc-Canaries
- **Projet Cemited** : centre mixte de l'innovation, tourisme, langue espagnole et développement durable à Agadir
- **Projet Takatona 2** : promotion des énergies renouvelables et de l'amélioration de l'habitat rural
- **Projet Recicla** : gestion des déchets dans les villes de Taroudant et d'Agadir
- **Projet Techmarat** : technologies des végétaux marins dans la région atlantique
- **Projet Qantara** : promotion de la coopération entrepreneuriale entre les PME et clusters de l'espace transfrontalier Sud du Maroc – Îles Canaries.



Quant au POCTEFEX III, mené en 2014/2015, les projets concernés étaient :

- **Adecot exe** : programme régional pour l'implantation des zones commerciales ouvertes dans les villes du SMD
- **Drago** : actions pour la planification et la promotion de l'écotourisme dans les régions du SMD et les Canaries
- **Naucamnet** : durabilité intégrée de la coopération nautique entre les Canaries et le SMD
- **Ruralpest** : utilisation durable des intrants dans l'agriculture pour le marché local des Canaries et du SMD
- **Smartport** : stratégie de gestion environnementale portuaire entre les Canaries et les régions du SMD et de Laâyoune-Boujdour-Sakia El Hamra
- **Takatona 3** : programme interrégional d'assistance technique, de promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique pour l'amélioration de l'habitat rural et les secteurs du tourisme et de l'agriculture
- **Connectport** : développement d'un plan d'actions pour intensifier la connectivité maritime des marchandises et des personnes entre les ports de Ténérife et d'Agadir
- **Musagadir** : dynamisation de l'offre culturelle et des musées de la Commune Urbaine d'Agadir
- **Redcamina** : création d'un réseau Canarien-Marocain pour l'innovation et le développement des entreprises transfrontalières atlantiques entre les Canaries et le SMD
- **Connectour Atl** : réseau de coopération en matière de R&D dans le domaine touristique entre les universités et entreprises des Canaries et du Sud du Maroc.

2 – COOPÉRATION SMD – FRANCE

La coopération avec la France concerne une région et deux départements à savoir :

- **Coopération avec la région d'Aquitaine** : elle a principalement porté sur la communication institutionnelle, la valorisation des produits du terroir, l'artisanat, l'environnement et les énergies renouvelables, la formation, les échanges culturels ainsi que les transferts de compétences.

- **Coopération avec le département de l'Hérault** : les secteurs sociaux étaient à l'honneur notamment la santé, le sport et la formation ainsi que la gestion des ressources hydriques. Pour le volet économique, un échange d'expérience a eu lieu pour le développement économique entre les chambres de commerces des deux collectivités. Il a eu pour objet, le renforcement du tourisme rural, à travers un appui méthodologique pour la mise à niveau et la commercialisation des structures d'accueil et d'hébergements via le RDTR.

- **Coopération avec le département de l'Isère** : elle a touché le tourisme rural et la culture, via l'appui technique pour la mise en place du Pays d'Accueil Touristique – PAT de Tafraout, la mise en valeur de la grotte Win Timdiouine ainsi que l'accompagnement du Réseau de Développement Touristique Rural – RDTR. La coopération a aussi concerné la valorisation du patrimoine culturel et traditionnel local, à travers la formation, le développement d'outils de coordination ainsi que la mise en place d'un programme culturel.



3 – COOPÉRATION SMD – SÉNÉGAL

La coopération Sud-Sud avec la région de Fatick a permis d'assurer un transfert d'expertise autour du secteur de l'agriculture et un financement pour créer une ferme pilote pour les cultures maraîchères tout en assurant un échange d'expérience en matière de valorisation des produits de terroir et de développement agricole. La coopération a aussi touché la formation et l'échange interculturel ainsi que le développement social.

4 – COOPÉRATION SMD – UE – SUISSE

Le projet, porté par l'association Migration et Développement en partenariat avec le Conseil Régional Souss Massa, a été mis en œuvre par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) en collaboration avec l'OIM, et financé par l'Union Européenne et la Coopération Suisse. Il est articulé autour de 4 axes principaux :

- **Informer et former la société civile et les élus locaux sur les droits sociaux des migrants**
- **Sensibiliser et renforcer les capacités des collectivités territoriales pour la prise en considération de l'approche migration et développement dans les Plans Communaux de Développement**
- **Favoriser les actions de développement et de coopération décentralisée à travers le renforcement des liens entre les associations de migrants (AMRE) et les acteurs locaux marocains**
- **Améliorer l'implication des migrants dans la dynamique du développement économique local et ce, par l'appui aux porteurs de projets d'investissement, par l'accompagnement à la gestion de coopératives locales, et l'appui à la commercialisation équitable en Europe par le biais des réseaux de l'économie sociale et solidaire.**

CINÉMA

Disposant d'un berceau de l'industrie cinématographique aux portes du Sahara qu'est Ouarzazate, la Région SMD a réussi à se positionner comme région propice aux tournages et productions cinématographiques, et à faire de Ouarzazate la capitale régionale et nationale du cinéma, avec 40% d'investissements nationaux.

Grâce à ses deux studios (Atlas et CLA studios), Ouarzazate a créé une véritable industrie avec près de 420 longs métrages tournés et plus de 95 000 figurants, techniciens et artisans employés.

Pour renforcer ce grand potentiel, le Conseil Régional SMD a réservé un budget de 8,7 millions de dirhams au développement de ce secteur, dont 3 millions sont réservés au fonds cinématographique, 4 millions pour l'accompagnement de l'association Ouarzazate Film Commission (OFC, chargée de la promotion de la région en matière cinématographique et de la formation aux métiers du cinéma) et 1,7 million pour l'élaboration de l'étude du One Stop Shop (espace regroupant en un seul lieu, tous les métiers du cinéma).

L'objectif était donc d'augmenter la production locale pour le marché national, à travers le développement d'une capacité de production intégrée pour le cinéma et les films amazighs, d'améliorer l'offre de l'outsourcing de productions étrangères tout en augmentant la promotion de la destination à travers la création d'un réseau « d'apporteurs d'affaires ».

À titre de rappel, plusieurs surproductions ont été réalisées à Ouarzazate à savoir : *Gladiator*, *Body of lies*, *la Momie*, *Asterix et Obélix «Mission Cléopâtre»*, *Babel*, *Indigènes*, *American Sniper*, *Game of Thrones* et bien d'autres...



SPORT

Tenant compte du fort potentiel sportif de la jeunesse dont dispose la Région Souss Massa Drâa, le Conseil Régional a réussi à développer une stratégie efficace pour booster et dynamiser l'esprit sportif régional. En effet, étant donné son climat favorable et son environnement propice, plusieurs panels d'activités sportives ont été mis en place pour en faire un vecteur de rayonnement international. Ainsi, de nombreux touristes marocains et étrangers, adeptes du sport, sont attirés chaque année par la région.

Pour renforcer cette dynamique, la Région a d'abord commencé par le renforcement de l'infrastructure sportive à travers 70 projets divers et 30 centres socio-sportifs de proximité, qui ont permis de développer 12 lignes sportives au profit des citoyens de la région, dans le seul souci de généraliser la pratique du sport au grand public. De plus, le développement des sports nautiques est au cœur des priorités régionales, consolidé par la présence préalable de sports de renommée internationale comme le bodyboard, surf, voile... à Taghazout et à Imssouane..., d'où la tendance au développement du sport professionnel.

Dans cette continuité, et grâce à la création du Grand Stade d'Agadir, le niveau de l'équipe locale HUSA a été largement renforcé, à travers la signature d'une convention avec la SONARGES qui permet la location du stade au profit du HUSA tout en lui permettant d'y disputer les matchs à domicile. Le Grand Stade a aussi permis l'accueil d'équipes étrangères de renom pour ainsi fournir des spectacles sportifs aux normes internationales aux citoyens marocains en général. Au total, 16 événements sportifs internationaux et diversifiés ont eu lieu dans la région : Coupe du Monde des Clubs de football, Prix Hassan II de Golf, régates Moulay El Hassan et championnats d'Afrique de voile, Semi-marathon international d'Agadir...

Au total, ce sont 66 millions de dirhams qui ont été déployés au profit du développement sportif régional. La réalisation des terrains de sport de proximité sur ses deux tranches a nécessité 10,5 millions de dirhams, la mise à niveau des terrains de football (deux phases) pour 13,5 millions de dirhams, la participation à la réalisation des salles omnisport à Tiznit, Zagora, Sidi Ifni et Tinghir pour 8 millions de dirhams, et l'accompagnement des équipes de football à travers une subvention annuelle, a coûté un montant global de 34 millions de dirhams.

La région a donc réussi à s'ouvrir en force sur le domaine sportif grâce à la création volontariste de clubs et d'associations sportives en faveur des jeunes couvrant l'ensemble de la Région Souss Massa Drâa. D'autres initiatives ont permis le rayonnement et la démocratisation des sports de glisse comme le surf. Le Conseil Régional a par ailleurs contribué à l'équipement



du Centre Régional de Médecine Sportive par le financement de matériel sophistiqué, ce qui constitue un support de taille aux équipes locales. L'équipe Hassania d'Agadir s'est vue octroyer une subvention de 3 MDH lui permettant d'améliorer considérablement ses conditions de pratique de football et lui permettant de représenter la Région au plus haut niveau du football national.

Réalisations 2009/2015 Jeunesse & Sport

- Contribution à la réalisation de la première tranche des terrains de sport de proximité à hauteur de 5,5 MDH
- Lancement de la seconde tranche de réalisation des terrains de sport de proximité à hauteur de 5 MDH
- Lancement de la première tranche de réhabilitation des terrains de football à hauteur de 10 MDH
- Contribution à la réalisation de salles couvertes pluridisciplinaires à Tiznit, Zagora, Tinghir et Sidi Ifni à hauteur de 8 MDH
- Soutien aux différentes équipes régionales de football par une subvention annuelle totale de 34 MDH

CULTURE

La stratégie de développement culturel a été mise en place par le Conseil Régional Souss Massa Drâa depuis 2008. Pour assurer sa déclinaison, l'Association SMD Culture a été créée en 2010. Elle a mis en place une charte culturelle qui comporte un ensemble de valeurs régissant le fait culturel régional, tout en répondant aux aspirations des acteurs de développement durable. Cette charte reconnaît également le rôle stratégique de la culture dans le développement humain et territorial. Les signataires s'engagent, en outre, à présenter une offre culturelle de qualité sur tout le territoire, d'où la mise en place d'un mécanisme d'évaluation et de contrôle assuré par une commission regroupant l'ensemble des acteurs concernés.

Dans l'objectif de fédérer davantage d'acteurs intervenant dans la vie culturelle, le Conseil Régional, en partenariat avec SMD Culture ont organisé les premières Assises Régionales de la culture locale autour des politiques culturelles locales.

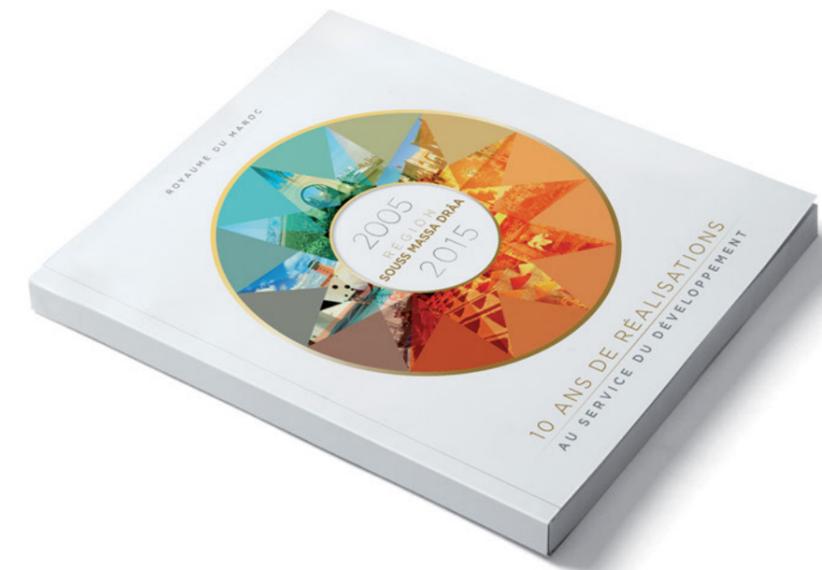
L'association a également chapeauté plusieurs projets à vocation culturelle avec divers partenaires régionaux tels que : la mise en place d'un projet d'inventaire du patrimoine matériel et immatériel tout au long du littoral, au Nord et au Sud du Grand Agadir ; la mise en place du Programme de travail Commun pour la préservation de la promotion des Igoudars ; la préparation d'une base de données des principaux acteurs œuvrant dans la culture...



RÉALISATIONS :

- Réhabilitation des igoudars pour 1 MDH
- Rénovation de 2 Kasbah pour un budget total de 3 MDH : Kasbah N'Kob à Zagora pour 1 MDH et Kasbah de Taourirt pour 2 MDH
- Réhabilitation des murailles de Taroudant et Tiznit pour 5,5 MDH
- Participation à la construction du conservatoire de musique de Tiznit pour 2 MDH
- Participation à la construction du centre culturel de Ouarzazate pour 2 MDH
- Participation à la construction de 2 centres culturels à Tinghir (Iknioun et Alnif) pour 2 MDH
- Accompagnement de l'association SMD Culture dans la mise en œuvre des stratégies culturelles pour 3,6 MDH
- Subvention des festivals Timitar (24 Mdh), Tolérance (4 MDH) et Azalay (1,5 MDH) pour un budget global de 29,5 MDH
- Subvention des festivités provinciales à hauteur de 12 MDH

2005
RÉGION
SOUSS MASSA DRÂA
2015



10 ANS DE RÉALISATIONS
AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Ouvrage édité par la Région Souss Massa Drâa*



TERRE D'EXCELLENCE
أرض التميز



Conseil Régional Souss Massa Drâa
Av. Général Kettani - BP. 454 - Agadir - 80000
Tél. : + 212 (0) 5 28 82 17 99 - Fax : + 212 (0) 5 28 82 17 98
www.regionismd.com